

VILLE D'AUXERRE

**Délégation de service public
sous la forme juridique d'une concession
du réseau de chauffage urbain de la Ville d'Auxerre**

ANNEXE N°11 Règlement de service

CONCEDANT/AUTORITE CONCEDANTE :

Ville d'Auxerre
14 Place de l'Hôtel de Ville
89000 AUXERRE

CONCESSIONNAIRE :

Auxerre Energie Verte (AUXEV)
Chaufferie Sainte Geneviève
Place Corot
89000 AUXERRE

SOMMAIRE

CHAPITRE I.....	3
DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 1 – OBJET DU REGLEMENT	3
ARTICLE 2 – PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS.....	3
ARTICLE 3 – MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE.....	4
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE	4
CHAPITRE II.....	5
CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ENERGIE	5
ARTICLE 5 – CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE	5
ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES DU SERVICE	6
ARTICLE 7 – CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE	7
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON	7
ARTICLE 9 – MESURES ET CONTRÔLES	8
ARTICLE 10 – CHOIX DES PUISSANCES SOUSCRITES	10
ARTICLE 11 – MODIFICATION DES PUISSANCES SOUSCRITES	10
ARTICLE 12 – ESSAIS CONTRADICTOIRES	11
ARTICLE 13 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES	12
CHAPITRE III.....	13
ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS.....	13
ARTICLE 14 – DEMANDE D'ABONNEMENT.....	13
ARTICLE 15 – OBLIGATION DE RACCORDEMENT	13
ARTICLE 16 – REGLES GENERALES CONCERNANT LES USAGERS RACCORDES.....	14
ARTICLE 17 – TARIFICATION	15
ARTICLE 18 – INDEXATION DES TARIFS ET REDEVANCES	17
ARTICLE 19 – FRAIS DE RACCORDEMENT	20
ARTICLE 20 – PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIERES	21
CHAPITRE IV.....	22
ARTICLE 21 – FACTURATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT	22
ARTICLE 22 – CONDITIONS DE PAIEMENT DES FRAIS DE RACCORDEMENT	25
ARTICLE 23 – FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE.....	25
CHAPITRE V	26
DISPOSITIONS D'APPLICATION	26
ARTICLE 24 – DATE D'APPLICATION.....	26
ARTICLE 25 – MODIFICATION DU REGLEMENT	26
ARTICLE 26 – CLAUSES D'EXECUTION	26

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

En vertu de la convention de Délégation de Service Public intervenue le entre la Ville d'Auxerre en qualité de CONCEDANT et la société Coriance aux droits de laquelle intervient sa filiale locale Auxerre Energie Verte (AUXEV), cette dernière assure la production et la distribution d'énergie calorifique sur le réseau de chauffage urbain de la Ville d'Auxerre et prend la qualité de « CONCESSIONNAIRE » pour l'exécution du présent règlement qui a reçu son agrément.

ARTICLE 1 – OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le raccordement des ABONNES au service de production et de distribution d'énergie calorifique sur le réseau de chauffage urbain de la Ville d'Auxerre.

Il est établi en conformité avec les dispositions du contrat susvisé, dont les ABONNES ont la faculté de prendre connaissance :

- en Mairie d'Auxerre (89000)
- au siège du CONCESSIONNAIRE, domicilié Chaufferie Sainte Geneviève, Place Corot, 89000 AUXERRE
- au siège de la société Coriance, maison-mère du CONCESSIONNAIRE, sis Immeuble Horizon I, 10 allée Bienvenue à Noisy-le-Grand (93160)

Le règlement du service est remis à l'ABONNE lors de la conclusion du contrat d'abonnement.

ARTICLE 2 – PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS

Le CONCESSIONNAIRE est chargé d'exploiter, à ses risques et périls, le service de production, production en secours, transport et distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire.

Il assure la construction, la gestion et l'exploitation des ouvrages y afférents et, en conséquence, la sécurité, le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement de ces ouvrages.

Les ouvrages du service, appelés aussi installations primaires comprennent :

- les ouvrages de production de chaleur et le cas échéant de récupération de chaleur
- les ouvrages de transport et de distribution comportant :
 - a) le réseau de distribution publique (y compris génie civil)
 - b) le branchement depuis le réseau jusqu'au poste d'échange ou de mélange
 - c) le poste d'échange ou de mélange, avec ses vannes d'isolement et régulation
 - d) le dispositif de comptage de l'énergie calorifique livréeLes ouvrages c) et d) sont établis dans un local, appelé poste de livraison qui est mis gratuitement à la disposition du service par l'ABONNE.

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE D'AUXERRE**

Les installations d'utilisation ou de répartition de la chaleur appelées aussi installations secondaires, ne font pas partie des ouvrages du service. Elles sont établies et entretenues par l'ABONNE et à sa charge. Le CONCESSIONNAIRE peut contrôler sur plan et sur place, et sans que sa responsabilité soit engagée, la réalisation de tous les éléments en contact avec le fluide primaire. Il peut refuser le raccordement ou la mise en service en cas de non-conformité avec la réglementation, avec les règles et normes notamment de sécurité, préalablement portées à la connaissance de l'ABONNE.

ARTICLE 3 – MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

Tout ABONNE éventuel désireux d'être alimenté en énergie calorifique doit souscrire auprès du CONCESSIONNAIRE de distribution d'énergie une « demande d'abonnement » ou « police d'abonnement ».

En signant la demande d'abonnement, l'ABONNE est soumis aux dispositions du présent règlement et aux modifications ultérieures qui pourraient lui être apportées selon la procédure prévue à l'article 25 ci-après.

Le présent règlement est joint à la demande d'abonnement.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de fournir, aux conditions du présent règlement de service à l'ABONNE qui accepte, l'énergie nécessaire à l'alimentation de l'installation désignée, dans la limite de la puissance souscrite et aux conditions particulières définies dans la Police d'Abonnement, hormis pendant la durée de l'arrêt technique annuel prévu aux articles 6.II et 6.III du présent règlement de service.

Pour le chauffage :

Est considéré comme retard de fourniture : Le défaut pendant plus d'une journée après la demande écrite formulée par un ou plusieurs ABONNES, de remise en route de la distribution de chaleur à un ou plusieurs postes de livraison, au début ou en cours de la saison de chauffage.

Est considérée comme interruption de fourniture : L'absence constatée pendant plus de quatre (4) heures de la fourniture de chaleur à un poste de livraison.

Est considérée comme insuffisance de fourniture : La fourniture de chaleur à une puissance et à un niveau de température ou de pression inférieurs aux seuils fixés l'article 5 du présent règlement de service et/ou la police d'abonnement.

Pour l'eau chaude sanitaire :

Est considérée comme interruption de fourniture : La fourniture d'eau chaude sanitaire au poste de livraison à une température inférieure de plus de 15°C à la température minimale de livraison fixée à la police d'abonnement, dans les conditions de puisage définies à cette police.

Est considérée comme insuffisance de fourniture : La fourniture d'eau chaude sanitaire au poste de livraison à une température comprise entre la température minimale fixée à la police et cette même température diminuée de 15°C, dans les conditions de puisage définies à la police.

CHAPITRE II

Conditions de livraison de l'énergie

ARTICLE 5 – CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

5.1- Installations primaires

La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont le CONCESSIONNAIRE est responsable, et le fluide alimentant les installations des ABONNES dit fluide secondaire.

Elle est livrée dans les conditions générales suivantes :

- fluide secondaire (en aval de l'échangeur)): $85\text{ °C} \pm 5\text{ °C}$ pour les conditions extérieures de base, soit -10 °C .

Les conditions particulières de fournitures sont fixées par la police d'abonnement.

L'ABONNE fait son affaire d'assurer la production d'eau chaude sanitaire, ou tout autre usage thermique, à partir du (ou des) échangeur (s) installé (s) et de la chaleur livrée par le CONCESSIONNAIRE.

L'eau froide ne fait pas partie de la fourniture du service.

Nota : Lorsque des fournitures différentes ou d'autres natures sont envisagées, elles sont précisées dans la police d'abonnement, qui mentionnent également les prix nouveaux résultant des dispositions adoptées.

5.2 - Installations secondaires

A partir du point de livraison, les installations sont dites "secondaires" et sont la propriété de l'ABONNE. Elles sont réalisées, exploitées et entretenues par celui-ci, à ses frais et sous sa responsabilité. Elles doivent être construites suivant les règles de l'art et répondre aux normes de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucune façon risquer d'être une cause de trouble ou de danger pour le fonctionnement du primaire.

Le CONCESSIONNAIRE est habilité à s'assurer qu'il en est bien ainsi et à subordonner la fourniture de fluide aux mises en ordre éventuellement nécessaires pour faire cesser les causes de danger ou de perturbation. L'ABONNE déclare, à ce sujet, avoir souscrit une police d'assurances garantissant sa responsabilité civile du fait des installations secondaires et de leur exploitation.

En ce qui concerne le chauffage proprement dit et afin d'éviter les risques de vaporisation, l'installation secondaire doit être prévue de telle sorte qu'il y ait toujours à travers la partie secondaire de l'échangeur un débit minimal qui se situera au voisinage de 5 % du débit maximal.

5.3 – Limites de fourniture

Electricité :

- Les raccordements électriques des installations du "primaire" sont à la charge du CONCESSIONNAIRE à partir de l'arrivée du courant en un point quelconque de la sous-station, arrivée de courant à la charge de l'ABONNE.

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE D'AUXERRE**

Néanmoins, dans le cas où le CONCESSIONNAIRE installerait des équipements gros consommateur ou dont le raccordement serait spécifique, il lui appartient de prévoir à la fois le raccordement et l'arrivée du courant.

Livraison de chaleur :

- 2 brides, entrée et sortie échangeur, côté secondaire, dans le cas des sous-stations d'échange (isolement, régulation et sécurité côté primaire sont compris dans les prestations du CONCESSIONNAIRE, de même que le comptage).

ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

I. Périodes de fournitures

a) Les dates de début et de fin de saison de chauffage (période au cours de laquelle le CONCESSIONNAIRE doit être en mesure de mettre en route ou d'arrêter le chauffage dans les vingt-quatre heures suivant la demande de l'ABONNE) sont les suivantes :

- début de la saison de chauffage : 15 septembre
- fin de la saison de chauffage : 31 mai

Les dates respectives, de début et de fin de la période effective de chauffage, sont fixées à la demande expresse de chaque ABONNE, par téléphone ou par télécopie, avec confirmation par courrier.

Si l'ABONNE demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le CONCESSIONNAIRE sera tenu de les accorder aux conditions fixées par sa demande d'abonnement sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien.

b) Le CONCESSIONNAIRE permettant à l'ABONNE d'assurer sa production d'eau chaude sanitaire et / ou le réchauffage d'eaux de bassin assurera un service toute l'année, sous réserve des interruptions nécessitées pour l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes II et III ci-dessous.

c) Si un ABONNE demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le CONCESSIONNAIRE est tenu de lui accorder aux conditions prévues aux articles 5 et 10 du présent règlement et fixées par sa police d'abonnement.

Les conditions particulières aux autres fournitures sont fixées par la police d'abonnement

II. Travaux d'entretien courant

Ces travaux sont exécutés, sauf dérogation, en dehors de la saison de chauffage, ou pendant cette période à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des ABONNES.

Les travaux programmables d'entretien des appareils en postes de livraison sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale de trois (3) jours consécutifs ou non, hors dimanche et jours fériés, dont les dates sont communiquées à chaque ABONNE, et par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de trente (30) jours.

Les dates sont déterminées en accord avec le CONCEDANT.

Ces travaux n'ouvrent pas droit à pénalités au bénéfice des ABONNES concernés.

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE D'AUXERRE**

III. Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension

Tous les travaux programmables, nécessitant la mise hors service des ouvrages, sont exécutés en dehors de la saison de chauffage et en une seule fois, si possible, sauf dérogation accordée par le CONCEDANT.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par le CONCESSIONNAIRE, après accord du CONCEDANT pour les interruptions de livraison de plus de douze (12) heures. Ces interruptions générales doivent être exceptionnelles et limitées à cinq (5) jours ouvrables au maximum sur un exercice. Les dates sont communiquées aux ABONNES et, par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de trente (30) jours.

Ces travaux n'ouvrent pas droit à pénalités au bénéfice des ABONNES concernés.

ARTICLE 7 – CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE

I. Arrêts d'urgence

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le CONCESSIONNAIRE doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai l'AUTORITE CONCEDANTE, les ABONNES concernés et, par avis collectifs, les usagers concernés.

Parmi les mesures à la charge du CONCESSIONNAIRE, l'obligation de continuité du service reste maintenue ; ainsi, il doit prendre en charge la fourniture et la mise en œuvre d'un moyen de chauffage et de production d'eau chaude de substitution, en cas de service interrompu, et ce jusqu'au rétablissement du service normal.

II. Autres cas d'interruption de fourniture

Le CONCESSIONNAIRE a le droit, après en avoir avisé l'AUTORITE CONCEDANTE, de suspendre la fourniture de chaleur à tout ABONNE dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages du service.

En cas de danger, le CONCESSIONNAIRE intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde mais doit prévenir immédiatement l'ABONNE et, par avis collectifs, les usagers concernés. Il rend compte à l'AUTORITE CONCEDANTE dans les vingt quatre (24) heures avec les justifications nécessaires.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON

Branchement : Le branchement est l'ouvrage par lequel les installations de chauffage d'un ABONNE sont raccordées à une canalisation de distribution publique. Il est délimité, côté ABONNE à la bride aval de la première vanne d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente, et à la bride amont de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide qu'il renvoie au réseau.

Il est estimé en application du bordereau des prix prévu à l'article 61 du contrat de délégation de service public et facturé aux ABONNES en application de l'article 23 ci-après.

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE D'AUXERRE**

Il est entretenu et renouvelé par le CONCESSIONNAIRE à ses frais et fait partie intégrante de la concession.

Postes de livraison avec échangeur : Les ouvrages du circuit primaire situés en aval du branchement et dans la propriété de l'ABONNE (tuyauteries de liaison intérieure, régulation primaire, comptage, échangeur jusqu'aux brides secondaires comprises) sont établis, entretenus et renouvelés par le CONCESSIONNAIRE dans les mêmes conditions que les branchements.

Pour les usagers déjà raccordés à la date de prise d'effet de la Délégation de Service Public, et dans le cas où le compteur d'énergie a été établi en aval de l'échangeur, le CONCESSIONNAIRE assure l'entretien et le renouvellement de ces ouvrages jusque et y compris la vanne d'arrêt située en aval du compteur. Sauf accord particulier, résultant de la police d'abonnement, ces ouvrages font partie intégrante de la concession.

Remarque : il arrive qu'un organe, situé en amont de l'échangeur, soit utilisé partiellement ou totalement par l'ABONNE (ou réciproquement, un organe situé en aval, utilisé par le CONCESSIONNAIRE) ; les dispositions particulières d'exploitation, et notamment les responsabilités et les charges d'entretien et de renouvellement, sont alors spécifiées dans la police d'abonnement.

Par exemple, une vanne 3 voies de régulation se trouvant du côté primaire de l'échangeur, sera "pilotee" sous la responsabilité de l'ABONNE ou de l'exploitant du secondaire ; son entretien et son renouvellement seront également à sa charge. Si son entretien nécessite une intervention sur le réseau primaire (dépose du corps de la vanne), la présence du personnel du CONCESSIONNAIRE sera requise.

ARTICLE 9 – MESURES ET CONTRÔLES

9.1 Compteurs d'énergie calorifique

La quantité d'énergie calorifique consommée par l'ABONNE, ainsi que la puissance instantanée sous laquelle cette énergie est fournie, sont mesurées par des compteurs.

Les compteurs d'énergie sont posés sur les canalisations de retour de chauffage du circuit primaire au plus près des échangeurs.

Les compteurs et appareils de mesure sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par le CONCESSIONNAIRE. Ils sont plombés.

En cas de modification de la puissance souscrite, les compteurs devront, si nécessaire, être modifiés ou remplacés par d'autres compteurs de calibre et de type convenables. Ces travaux et fournitures seront à la charge de l'ABONNE.

Le CONCESSIONNAIRE procédera à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le jugera utile, sans frais pour l'ABONNE. Au minimum, le CONCESSIONNAIRE réalisera un contrôle tous les ans de l'intégrateur et des sondes et tous les cinq ans pour le mesureur, contrôles qui devront donner lieu à l'établissement d'un certificat par un organisme agréé. L'ABONNE aura toujours le droit de demander la vérification des compteurs suivant les principes définis ci-dessous.

9.2 Contrôles

Le contrôle des compteurs d'énergie sera effectué suivant la norme NF EN 1434 pour laquelle le fournisseur fournira au CONCESSIONNAIRE le certificat de contrôle initial.

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE D'AUXERRE**

Les frais de la vérification sont à la charge de l'ABONNE, si le compteur est reconnu comme fonctionnant dans les limites de la tolérance indiquées par le Constructeur. Ils sont à la charge du CONCESSIONNAIRE dans le cas contraire.

S'il était révélé que le compteur donnait des indications erronées, en dehors d'une tolérance de + ou – 5% par rapport à la consommation de référence, le CONCESSIONNAIRE remplacera ces indications par :

- dans le cas d'un usage destiné au chauffage de locaux, la valeur calculée suivant la formule ci-après :
- $$Ce = Cr \frac{DJu}{DJur}$$

Formule dans laquelle :

- Ce = Consommation estimée pour la période où les consommations n'auront pu être retenues.
- Cr = Consommation de référence précédente où les indications du compteur ont été reconnues exactes.

Cette référence sera la saison de chauffage dans le cas où le compteur n'aurait pas été reconnu défaillant ou le même mois de la saison de chauffage précédente si la saison de chauffage ne peut être prise en compte.

S'il n'y a pas de référence précédente, le premier mois entier suivant la remise en état du compteur sera pris en compte.

- $Djur$ = Nombre de degrés jour unifié publiés par Météoclim à la station d'AUXERRE pour la période de référence ci-dessus.
- Dju = Nombre de degrés jour unifié publiés par Météoclim à la station d'AUXERRE pour la période estimée.

Cette formule de mesure de consommation sera appliquée jusqu'à la remise en état du compteur.

La référence de consommation chauffage mensuelle sera prise en compte en déduisant la quantité de chaleur nécessaire pour la production d'Eau Chaude Sanitaire.

Celle-ci sera déterminée en prenant comme référence la consommation d'un mois d'été.

- pour les autres usages (ECS, chaleur process, ...), par une consommation théorique (MWh), calculée par comparaison avec la même période (ou jugée équivalente, compte tenu de ces autres usages thermiques) qui suit la réparation du compteur.

En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire égale à celle d'une précédente période équivalente peut être établie.

Si après vérification, les données du compteur sont jugées exactes, la régularisation est faite par le CONCESSIONNAIRE dans les trois mois à compter de la vérification, en reprenant la quantité d'énergie en MWh ou le volume d'ECS en mètre cube relevés.

ARTICLE 10 – CHOIX DES PUISSANCES SOUSCRITES

Les puissances souscrites prennent en compte les déperditions des bâtiments à desservir, les pertes des installations propres à l'ABONNE dites secondaires et les surpuissances nécessaires à un redémarrage efficace après, par exemple, une phase de ralenti.

10.1 Chauffage des locaux

La puissance souscrite précisée dans la police d'abonnement est la puissance calorifique maximale que le CONCESSIONNAIRE est tenu de mettre à la disposition de l'ABONNE. Elle ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'ABONNE.

Elle est égale ou supérieure au produit :

- de la puissance calorifique maximale en service continu (somme des besoins calorifiques de chauffage des bâtiments et d'eau chaude sanitaire de l'usager, des pertes internes de distribution, des pertes particulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi) ;
- par un coefficient de surpuissance pour remise en température après baisse ou arrêt du chauffage; à défaut d'indication contraire, ce coefficient est égal à 1,10.

Elle ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'ABONNE.

L'ABONNE peut limiter provisoirement sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

10.2 Eau chaude sanitaire

La puissance correspondante est fixée dans la demande d'abonnement en fonction des besoins de l'ABONNE et des caractéristiques des installations en poste de livraison.

Elle peut, notamment, être modulée en importance selon les heures de la journée et les périodes de l'année

ARTICLE 11 – MODIFICATION DES PUISSANCES SOUSCRITES

L'ABONNE peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants :

- agrandissement des locaux
- fermeture des bâtiments
- travaux ou mesures d'économie d'énergie

Dans ce cas, il détermine sa demande de nouvelle puissance souscrite sur la base d'un calcul effectué conformément aux dispositions de l'article 10 du présent règlement de service. Le cas échéant, l'ABONNE peut demander qu'un essai contradictoire soit effectué selon les modalités définies à l'article 12 du règlement ci-après ; les frais de cet essai sont alors à la charge de l'ABONNE.

Toute modification entraîne l'application de la nouvelle puissance souscrite pendant une durée minimale d'un (1) an.

Renégociation de la puissance souscrite

Conformément aux dispositions du décret n° 2011-1984 du 28 décembre 2011, à l'issue de travaux de réhabilitation énergétique de ses bâtiments et/ou de rénovation des installations secondaires, y compris les sous-stations, qui sont liées à ses bâtiments, l'ABONNE est en droit de demander au CONCESSIONNAIRE le réajustement de sa puissance souscrite inscrite dans sa police d'abonnement.

Sous réserve de présentation par le demandeur d'éléments justificatifs tels qu'une étude thermique réalisée par un tiers selon une méthode réglementaire, le CONCESSIONNAIRE dispose d'un délai de 3 mois pour statuer de la demande de l'ABONNE.

ARTICLE 12 – ESSAIS CONTRADICTOIRES

Un contrôle contradictoire peut être demandé :

- par l'ABONNE, s'il estime ne pas disposer de la puissance qu'il a souscrite (vérification à la demande de l'ABONNE),
- par l'ABONNE, s'il désire diminuer sa puissance souscrite,
- par le CONCESSIONNAIRE, s'il estime que l'utilisateur appelle davantage de puissance que la puissance souscrite.

Pour cet essai, effectué dans les conditions précisées au fascicule C.C.0 du C.C.T.G. de travaux applicables aux travaux de génie climatique, il est installé à titre provisoire sur le poste de livraison de l'ABONNE, un enregistreur continu des puissances délivrées par le fluide primaire. A défaut, on relèvera les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de dix minutes, d'où l'on déduira la puissance moyenne délivrée pendant chacune de ces périodes.

Ces relevés seront effectués pendant une durée qui ne pourra être inférieure à vingt-quatre heures consécutives et détermineront la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai. On calculera, à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée le jour où la température extérieure de base est atteinte et on la multipliera par le coefficient de surpuissance défini ci-avant pour obtenir la puissance souscrite.

a) Pour les vérifications à la demande de l'ABONNE, si la puissance ainsi déterminée est conforme ou supérieure à celle fixée à la police d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'ABONNE et il lui appartient, s'il le désire, de modifier l'équipement de son poste de livraison et de modifier sa puissance souscrite. Dans le cas contraire, les frais entraînés sont à la charge du CONCESSIONNAIRE, qui doit rendre la livraison conforme.

b) Pour les vérifications à la demande du CONCESSIONNAIRE, si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de quatre pour cent (4 %), à la puissance souscrite initiale ou révisée en application de l'alinéa suivant, les frais de l'essai sont à la charge de l'ABONNE et le CONCESSIONNAIRE peut demander :

- soit, que l'ABONNE réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions matérielles contrôlables ;
- soit, qu'il ajuste sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée.

Si la puissance ainsi déterminée est conforme, les frais de l'essai sont à la charge du CONCESSIONNAIRE.

- c) Pour les révisions à la demande de l'ABONNE, si la puissance ainsi déterminée est inférieure à la puissance souscrite de plus de quatre pour cent (4 %), la police d'abonnement est rectifiée en conséquence et la nouvelle valeur est prise en considération dans la facturation à partir de la date de l'essai. Les frais de l'essai sont, dans tous les cas, à la charge de l'ABONNE.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES

Chaque ABONNE a la charge et la responsabilité de ses propres installations, dites secondaires: robinetteries, appareils de contrôle, de régulation et de sécurité, vase d'expansion (selon le cas), appareillages d'émission calorifique, etc.

Le local du poste de livraison est mis gratuitement à la disposition du CONCESSIONNAIRE par l'ABONNE qui en assure en permanence le clos et le couvert. L'ABONNE permet également l'accès aux compteurs et vanne de branchement.

En outre, l'ABONNE assure à ses frais et sous sa responsabilité :

- le fonctionnement, l'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations du service autres que les installations primaires,
- la maintenance de ses propres installations de production de chaleur en vue d'assurer, le cas échéant, l'appoint et le secours,
- la fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage du poste de livraison et au fonctionnement des installations secondaires et primaires,
la fourniture de l'eau froide nécessaire à l'alimentation des équipements de production d'eau chaude sanitaire et au fonctionnement des installations secondaires,
la prévention de la corrosion et de l'entartrage dus aux fluides secondaires, conformément à l'avis technique C.S.T.B. n° 14/93-346 ;
- le réglage, le contrôle, la sécurité ainsi que la conduite et l'entretien complet des installations secondaires.

Il assume les risques qui découlent des activités ci-dessus.

Toute utilisation directe ou puisage du fluide primaire est formellement interdite.

Lorsque les corrosions et/ou désordres, quelles qu'en soient la nature et les causes, se révèlent, notamment, sur les échangeurs, il est d'ores et déjà convenu que :

- Si l'origine de ces désordres provient des installations primaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par le CONCESSIONNAIRE.
- Si l'origine de ces désordres provient des installations secondaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par l'ABONNE.

CHAPITRE III

ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS

ARTICLE 14 – DEMANDE D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers de l'immeuble, ainsi qu'aux locataires et occupants de bonne foi, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant ou qu'à défaut de cette signature le demandeur constitue un dépôt de garantie ⁽¹⁾ qui sera restitué à l'échéance du contrat d'abonnement.

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de fournir à tout demandeur à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai qui sera porté à la connaissance du demandeur lors de la signature de sa demande, la chaleur nécessaire pour le chauffage et le cas échéant la production d'eau chaude sanitaire.

Le CONCESSIONNAIRE peut surseoir à accorder ou refuser un abonnement ou limiter la puissance souscrite si l'importance de celle-ci nécessite la réalisation d'un renforcement.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le CONCESSIONNAIRE peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme.

ARTICLE 15 – OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Aucune obligation de raccordement n'est imposée à l'intérieur du périmètre de concession.

Toutefois, en cas de stipulations particulières du contrat de cession de leurs terrains et/ou du cahier des charges de cession de terrains, les propriétaires de bâtiments situés à l'intérieur du périmètre de la délégation peuvent éventuellement être obligés de se raccorder au réseau de distribution et réserver au CONCESSIONNAIRE l'achat de la chaleur nécessaire au chauffage de leurs bâtiments et, éventuellement au réchauffage de l'eau sanitaire.

En cas de classement de tout ou partie du réseau en cours de contrat et ainsi qu'ils y sont obligés par les dispositions législatives et réglementaires relatives au classement des réseaux, les propriétaires d'installation thermiques concernés sont tenus de se raccorder.

Le CONCEDANT informe les usagers intéressés par cette obligation pour leurs installations nouvelles et existantes, sur proposition du CONCESSIONNAIRE et après négociation des conditions financières.

(1) Ce dépôt de garantie ne devra pas être supérieur à la valeur de la moitié de la facturation de la quantité annuelle d'énergie consommée correspondant à la puissance souscrite.

A l'issue du premier exercice, ce dépôt de garantie peut faire l'objet d'un réajustement en hausse ou en baisse pour tenir compte de la consommation réelle de l'ABONNE.

Le réajustement ne doit intervenir que s'il existe une différence significative entre les prévisions de consommation envisagées lors de la demande de l'abonnement et celle qui est réellement constatée.

ARTICLE 16 – REGLES GENERALES CONCERNANT LES USAGERS RACCORDES

Toute fourniture d'énergie calorifique, pour quelque usage que ce soit, est subordonnée à la passation d'un contrat écrit entre le CONCESSIONNAIRE et l'ABONNE.

- Les abonnements sont conclus pour une durée de 12 ans, renouvelable par périodes de 6 ans par tacite reconduction dans les conditions définies ci-dessous, et sans que la durée totale de l'abonnement ne puisse excéder la durée de la convention de Délégation de Service Public entre l'AUTORITE CONCEDANTE et le CONCESSIONNAIRE.
- Le CONCESSIONNAIRE doit informer l'ABONNE trois mois au moins avant l'arrivée à échéance de son abonnement par lettre recommandée avec accusé de réception de la faculté qui lui est offerte de ne pas reconduire ledit abonnement. Faute de réponse de l'ABONNE par lettre recommandée avec accusé de réception avant la date d'échéance, la police d'abonnement est reconduite tacitement pour une durée équivalente et ce, jusqu'à expiration de la présente délégation.
- Les abonnements sont souscrits à toute époque de l'année.

Les abonnements sont cessibles à des tiers à toute époque de l'année, moyennant information préalable du CONCESSIONNAIRE avec un préavis d'un mois.

L'ABONNE peut à tout moment résilier son contrat d'abonnement par courrier recommandé avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois au moins.

En cas de résiliation de sa police d'abonnement avant son échéance, pour une cause non imputable au CONCESSIONNAIRE, ou de diminution non justifiée de sa puissance souscrite, l'ABONNE verse au CONCESSIONNAIRE une indemnité compensatrice de la part non amortie des ouvrages ; cette indemnité est calculée au prorata de la partie fixe de la redevance R24 représentative des investissements, pour les années restant à courir jusqu'à l'échéance normale de sa souscription.

$$\text{Indemnité} = R\ 24 \times P\ s \times D\ a$$

avec les facteurs suivants :

- R 24, redevance unitaire annuelle applicable à l'ABONNE (valeur à la date de la résiliation) ;
- P s, puissance souscrite de l'ABONNE (ou baisse de puissance souscrite) ;
- D a, durée en années (prorata temporis de la date de résiliation à l'échéance normale de la souscription).

Tout retard dans le paiement de cette somme produira des intérêts calculés sur la base du dernier EONIA majoré de deux points.

Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé. Les frais de fermeture sont à la charge de l'ABONNE comme indiqué à l'article 23 du présent règlement de service.

Les conditions de révision des abonnements sont définies aux articles 11 et 12. La révision est de plein droit, à la demande de l'ABONNE, pour la période de chauffe ou pour l'exercice à venir, sous réserve d'une demande effectuée avec un préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 17 – TARIFICATION

Le CONCESSIONNAIRE est autorisé à vendre l'énergie calorifique aux ABONNES, aux tarifs de base définis ci-après, auxquels s'ajoute la taxe sur la valeur ajoutée.

17.1 - Les tarifs appliqués aux ABONNES sont fixés et approuvés par l'AUTORITE CONCEDANTE. Ils sont décomposés en deux éléments R1 et R2 représentant respectivement :

Un élément proportionnel (R1) représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie réputés nécessaires, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un MWh de chaleur (chauffage, eau chaude sanitaire ou autres usages) ; elle peut intégrer également les charges annexes liées aux énergies et combustibles, y compris les taxes fiscales et parafiscales, les frais d'élimination des produits et résidus de combustion et de mise en décharge, les abonnements et locations de poste gaz, les additifs antigel ou réducteurs de pollution, etc ...

Pour chaque combustible utilisé, est défini :

- Un terme R1 représentatif des coûts du combustible concerné, des charges annexes associées (toutes taxes, traitement des résidus,...). Le présent contrat prévoit un terme:
 - R1 bois : pour le combustible bois (R1b),
 - R1 gaz : pour le gaz naturel (R1g)
 - R1 fioul : pour le fioul domestique (R1f).
- Un indice complémentaire fixe représentatif de l'engagement du CONCESSIONNAIRE sur le taux de couverture
 - a : pour la biomasse,
 - b : pour le gaz naturel
 - c : pour le fioul domestique

Le terme R1 tient compte de la mixité des combustibles telle que définie ci-après :

$$\mathbf{R1 = a \times R1b + b \times R1g + c \times R1f}$$

dans lequel $a + b + c = 1$.

Les coefficients a et b sont fixes et indépendants de la mixité réelle constatée. Ils pourront être revus, avec l'accord du CONCEDANT, lors d'évolutions significatives des moyens de production allant au profit des ABONNES.

17.2 - Un élément fixe (R2), réparti entre les ABONNES selon la puissance souscrite, représentant la somme des coûts annuels suivants :

$$\mathbf{R2 = R21 + R22 + R23 + R24}$$

- R21 : Coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations de production et de distribution d'énergie ainsi que l'éclairage des bâtiments (sauf les sous-stations).
- R22 : coût des prestations de conduite, de petit entretien et de grosses réparations, frais administratifs (redevances, taxes professionnelle, impôts, frais divers, ...), frais de structure, nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations concédées.
- R23 : coût des prestations de renouvellement et de modernisation des installations.
- R24 : charges financières liées au financement des investissements des travaux de premier établissement.

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE D'AUXERRE**

Par ailleurs, les prix tiennent compte d'un tarif R22 différencié par profil de consommation des ABONNES. Il est ainsi fait la distinction entre :

1. les usagers présentant de « fortes consommations en périodes de pointe » (matin et soir) : ceux-ci relèvent essentiellement du secteur résidentiel (logements) ;
2. les usagers qui présentent de « fortes consommations en journée » : ceux-ci relèvent essentiellement du secteur de type tertiaire (bâtiments communaux) ;
3. les usagers qui présentent des « consommations en discontinu » ou de façon intermittente : relèvent de cette famille les établissements d'enseignement scolaire ou supérieur qui ont des consommations en baisse dans les périodes de vacances scolaires ;
4. les usagers qui présentent des consommations « longue utilisation continue » : les établissements hospitaliers relèvent de ce type de consommation.

17.2 - Les valeurs de base des éléments figurant dans les tarifs suivants sont établies à la date du 1^{er} juin 2013.

Tarifs applicables à la prise de service (01/01/2014)

Energie Livrée en sous-station & mixité	
R1 bois	Sans objet
R1 gaz	50,44 € HT/MWh livrés
R1 fioul	94,38 € HT/MWh livrés
a	0,00 %
b	96,87 %
c	3,13 %
R1	51,81 € HT/MWh livrés

R21	=	3,93 € HT/kW
R22	=	20,00 € HT/kW
R23	=	6,80 € HT/kW
R24 (sans subvention)	=	0,00 € HT/kW

Tarifs applicables au 01/09/2015 pour une mise en service de la chaufferie bois au 1^{er} octobre 2015 :

Energie Livrée en sous-station & mixité	
R1 bois	24,37 € HT/MWh livrés
R1 gaz	57,33 € HT/MWh livrés
R1 fioul	94,38 € HT/MWh livrés
a	82,50 %
b	16,60 %
c	0,90 %
R1	30,47 € HT/MWh livrés

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE D'AUXERRE**

R21	=	3,13 € HT/kW
R22 Logements	=	33,42 € HT/kW
R22 Bâtiments Communaux	=	33,42 € HT/kW
R22 Enseignement	=	33,42 € HT/kW
R22 Secteur Hospitalier	=	33,42 € HT/kW
R23	=	4,56 € HT/kW
R24 (sans subvention)	=	42,35 € HT/kW

Ces tarifs sont établis sans aucune subvention.

L'impact des subventions allouées au CONCESSIONNAIRE sur la composante R24 du tarif est retranscrit par un terme fixe minorateur du R24, noté **R2S** (en €HT/kW) :

$$\mathbf{R24 = R24_{(sans\ subvention)} + R2S}$$

La formule d'évolution du R2S en fonction des subventions allouées est la suivante :

$$\mathbf{R2S = - 0,689\ €HT/kW\ par\ tranche\ de\ 100\ k€\ de\ subventions\ obtenues.}$$

Puissance totale souscrite à la date du 01/01/2014 = 6 347 kW.

Puissance totale souscrite au terme du développement (2026) = 24 835 kW.

17.3 – Les montants hors taxes sont affectés des taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations facturées.

Au cas où le taux de TVA est modifié, les nouveaux taux sont appliqués sur les montants hors taxes actualisés de chaque élément de la facturation.

Si le taux d'ENR devenait inférieur à 50% du fait du CONCESSIONNAIRE, celui-ci assurerait les conséquences financières d'éventuels dysfonctionnements dus à ces installations ou à son exploitation, qui ne permettraient plus d'obtenir la TVA réduite.

ARTICLE 18 – INDEXATION DES TARIFS ET REDEVANCES

Les éléments figurant dans les prix et tarifs indiqués à l'article 17 ci-dessus sont indexés élément par élément, selon les formules suivantes :

18.1 Elément tarifaire proportionnel R1

- *Terme R1 biomasse*

$$\mathbf{R1b = R1b_0 \frac{B}{B_0}}$$

La formule de révision du terme B est :

$$\mathbf{R1bois = R1bois0 \times (0,10 + 0,40 \times I1/I10 + 0,20 \times I2/I20 + 0,30 \times I3/I30)}$$

La définition des paramètres est la suivante :

- R1bois : prix du MWh de chaleur bois vendu en sous-station

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE D'AUXERRE**

- I1 : Dernier indice connu du Bois Energie « Produit Elaboré Plaquettes Forestières 40% d'humidité », publié par le CIBE et le CEEB (accessible sur <http://cibe.fr/>, rubrique Combustibles)
- I2 : Dernier indice connu « ICHTrev -TS » du coût horaire du travail Tous salariés, publié par l'INSEE (référence : 001565183)
- I3 : Dernier indice connu « Régional 40T » du coût du transport (indice synthétique porteurs), publié par le Comité National Routier (CNR)

Les valeurs initiales de ces paramètres sont les suivants :

- R1bois0 = 24,37 €HT/MWh
- I10 = 104,8
- I20 = 111,5
- I30 = 136,34

• **Terme R1 gaz :**

$$R1g = R1g_0 \times \frac{G}{G_0}$$

La définition des paramètres est la suivante :

- *G : Valeur moyenne hors toutes taxes du prix du MWh PCS qui résulte du contrat de fourniture de gaz déréglé souscrit par le CONCESSIONNAIRE.*

Les valeurs initiales de ce paramètre sont les suivantes :

- G₀ = 36,00 €HT/MWhPCS au 01/01/2014 (contrat S2S niveau 4 déréglé -15%)
- G₀ = 41,00 €HT/MWhPCS au 01/10/2015 (contrat B2S niveau 3 déréglé -8%)

Le CONCESSIONNAIRE s'engage également à ce que le terme R1gaz effectivement facturé ne soit jamais supérieur à ce même tarif R1gaz calculé à partir d'un approvisionnement en gaz régulé S2S ou B2S; et le réviser selon les mêmes modalités de révision que les tarifs du gaz régulé.

• **Terme R1 FOD (fioul domestique) :**

$$R1FOD = R1FOD0 \times FODC4/FODC40$$

La définition des paramètres est la suivante :

- R1FOD : prix du MWh de chaleur FOD vendu en sous-station
- R1FOD0 = 94,38 €HT/MWh
- FODC4 : valeur du prix du FOD C4 en €HT/MWhPCI hors taxes tel qu'il ressort du barème DHYCA
- FODC40 = 74,40 €HT/MWhPCI

18.2 Elément tarifaire fixe R2

Chaque élément constitutif du terme R2 est révisé par application des formules suivantes :

- $R21 = R21_0 \times \left(0.15 + 0.85 \frac{EL}{EL_0} \right)$
- $R22 = R22_0 \times \left(0.15 + 0.55 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0.30 \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$
- $R23 = R23_0 \times \left(0.15 + 0.10 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0.75 \frac{BT40}{BT40_0} \right)$
- **R24 = Le R24 n'est pas indexé.**

La définition des paramètres est la suivante :

<i>EL</i>	<i>est l'indice Electricité tarif vert A 5 option base publié par le Moniteur sous la référence 35-11-07</i>
<i>ICHT-IME</i>	<i>est l'indice coût horaire du travail révisé tous salariés - Industries mécaniques et électriques" publié par le Moniteur</i>
<i>FSD2</i>	<i>est l'indice "frais et service divers" publié par le Moniteur</i>
<i>BT40</i>	<i>est l'index "Chauffage Central", publié par le Moniteur</i>

Les valeurs initiales de ces indices sont les suivantes :

<i>EL₀</i>	<i>122,7</i>
<i>ICHT-IME₀</i>	<i>111,6</i>
<i>FSD2₀</i>	<i>130,0</i>
<i>BT40₀</i>	<i>1020,2</i>

18.3 Calcul des révisions de prix

Le calcul des variations de prix est réalisé une fois par mois, il est communiqué aux ABONNES sur la facture.

Les différents termes sont calculés avec quatre décimales, arrondies au plus près à trois décimales (par défaut, si la décimale à négliger est inférieure à cinq).

Le calcul est effectué avec les derniers indices ou index publiés, connus le dernier jour de chaque mois de facturation. Toutefois, certains indices sont émis de manière provisoire et peuvent être rectifiés postérieurement à leur première parution. Dans ce cas, les indices rectifiés font l'objet de décomptes en milieu et en fin d'exercice.

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE D'AUXERRE**

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation vient à être modifiée ou si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits d'un commun accord entre le CONCEDANT et le CONCESSIONNAIRE afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.

ARTICLE 19 – FRAIS DE RACCORDEMENT

Les frais de raccordement, non remboursables, représentent la participation éventuelle du nouvel ABONNE au coût des travaux nécessaires (branchements, postes de livraison et compteurs) à son raccordement aux réseaux. Ils sont soumis à l'agrément de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Les frais de raccordement comprennent d'une part, le coût des branchements, compteurs, postes de livraison, estimés par application du bordereau des prix, et d'autre part le droit de raccordement destiné notamment au financement des travaux de premier établissement nécessaires à la desserte des usagers.

- Les coûts de branchement comprennent les travaux de réalisation du poste de livraison (échangeur, compteur...) dans un local généralement fourni par l'ABONNE, et son raccordement au réseau de distribution de chaleur principal (voir également l'article 20 : extensions particulières).
- Le montant maximal du droit de raccordement d'un ABONNE est fixé à 100 € HT/kW souscrit. Ce montant est indexé par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \left(0,15 + 0,55 \frac{BT40}{BT40_0} + 0,30 \frac{TP03}{TP03_0} \right)$$

où :

BT 40 est l'index national de Bâtiment " Chauffage central ", base 100 en janvier 1974, publié au " Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment " ou toute autre revue spécialisée ;

TP 03 est l'index national de Génie Civil " Terrassements généraux ", base 100 en janvier 1975, publié au " Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment " ou toute autre revue spécialisée.

L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le jour de facturation.

Les valeurs initiales des paramètres sont :

$$BT40_0 = 1020,2$$

$$TP03_0 = 710,9$$

Le CONCESSIONNAIRE est autorisé à percevoir pour son compte, auprès de tout nouvel ABONNE, les frais de raccordements cités ci-dessus.

Si les branchements sont exécutés en application d'une obligation de raccordement (article 15), les conditions financières de raccordement sont examinées par le CONCEDANT.

ARTICLE 20 – PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIERES

1. Cas de simultanéité des demandes

Lorsque plusieurs riverains demandent simultanément à bénéficier d'une extension contre participation aux dépenses, le CONCESSIONNAIRE répartira les frais de réalisation entre les futurs ABONNES conformément à l'accord intervenu entre eux.

A défaut d'accord, la part des riverains sera calculée proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leur branchement de l'origine de l'extension et à la puissance souscrite par chacun d'eux.

2. Cas de demandes postérieures aux travaux

Pendant les dix premières années suivant la mise en service d'une extension particulière, un nouvel ABONNE ne pourra être branché sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation, diminuée de 1/10^{ème} par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée et reversée aux ABONNES déjà branchés, proportionnellement à leur participation.

Les frais de raccordement sont déterminés selon la règle générale définie à l'article 19 ci-dessus.

Remarque : il n'existe pas d'extensions particulières en cas d'application d'une obligation de raccordement en réseau classé.

CHAPITRE IV

MODALITES DE PAIEMENT DES PRESTATIONS DUES

ARTICLE 21 – FACTURATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

1. Facturation

Le règlement du prix de vente de la chaleur donne lieu à des versements échelonnés, déterminés dans les conditions ci-après.

A la fin de chaque mois, est présentée une facture comportant les éléments fixes et les éléments proportionnels, établis sur la base des quantités consommées pendant le mois écoulé, mesurées par les compteurs.

Si un ou plusieurs indices provisoires venaient à être modifiés postérieurement à l'émission d'une facture, celle-ci ne serait pas rectifiée immédiatement. Par contre, en milieu et en fin d'exercice, un décompte serait établi sur la base des nouveaux indices rectifiés. Le décompte de fin d'exercice serait considéré comme définitif, les effets éventuels d'indices rectifiés ultérieurement ne seraient plus pris en compte.

1.1 Redevance proportionnelle R1

L'unité de facturation de la redevance proportionnelle pour le chauffage est le MWh mesuré au compteur d'énergie :

A la fin de chaque mois, le CONCESSIONNAIRE présentera une facture établie sur les bases des quantités consommées et mesurées pendant le mois écoulé par relevé des compteurs, par le prix proportionnel fixé.

Le calcul des variations de prix est réalisé une fois par an à la fin de chaque exercice selon la formule définie à l'article 18 du présent règlement, et communiqué aux ABONNES et au CONCEDANT lors de la facture de décompte annuel.

1.2 Redevance fixe R2

L'unité de facturation de la redevance fixe est la puissance souscrite totale en kW : « chauffage + eau chaude sanitaire ».

A la fin de chaque mois, le CONCESSIONNAIRE présentera une facture d'acompte correspondant au 1/12^{ème} du montant de la redevance fixe annuelle calculée à partir du prix de base de la souscription.

Le calcul des variations de prix est réalisé une fois par an à la fin de chaque exercice selon la formule définie à l'article 18 du présent règlement, et communiqué aux ABONNES et au CONCEDANT lors de la facture de décompte annuel.

2. Conditions de paiement

Le montant des factures est payable dans les 30 jours de leur présentation sauf pour les frais de raccordement prévus à l'article 22 ci-après.

Un ABONNE ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, le CONCESSIONNAIRE doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

À défaut de paiement dans un délai de quatorze (14) jours après la date limite de paiement, le CONCESSIONNAIRE met en place le dispositif prévu par le décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau.

En premier lieu, le CONCESSIONNAIRE adresse à l'ABONNE une mise en demeure par lettre simple dans laquelle il l'informe qu'à défaut de règlement dans un délai supplémentaire de 15 jours sa fourniture de chaleur pourra suspendue.

A défaut d'accord entre l'ABONNE et le CONCESSIONNAIRE sur les modalités de paiement dans ledit délai supplémentaire de 15 jours, le CONCESSIONNAIRE peut procéder à la réduction ou à la coupure et en avise l'ABONNE au moins 20 jours à l'avance par un second courrier ainsi que par voie d'affichage au moins trois jours avant.

Le cas échéant, le CONCESSIONNAIRE informe l'ABONNE dans le cadre dudit courrier de ce que ce dernier peut saisir les services sociaux s'il estime que sa situation relève des dispositions de l'article L.115-3 du code de l'action sociale et des familles.

En cas de restriction, celle-ci s'entend d'une limitation en sous-station de la fourniture aboutissant à une température de chauffage dans les locaux de 15°C et à une température de l'eau chaude sanitaire de 35°C.

En cas de persistance du refus de paiement au-delà d'un délai de 90 jours à compter de l'envoi des factures, le CONCESSIONNAIRE adresse à l'ABONNE une nouvelle mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'ABONNE. En cas de non-paiement dans un délai de 15 jours après cette nouvelle mise en demeure, le CONCESSIONNAIRE peut interrompre la fourniture de chaleur et d'eau chaude à condition d'en avertir les usagers concernés au moins quarante-huit heures avant par l'affichage d'un avis collectif.

Le CONCESSIONNAIRE est dégagé de toute responsabilité dès lors qu'il a respecté les formalités ci-dessus.

Le CONCESSIONNAIRE informe Le CONCEDANT de la mise en œuvre de la procédure d'interruption ou de restriction de fourniture ci-dessus.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'ABONNE.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter du délai normal prévu au premier alinéa, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêt au taux d'intérêt légal majoré de deux points (TIL + 2).

Le CONCESSIONNAIRE peut subordonner la reprise de la fourniture de chaleur au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

La procédure, ci-dessus, est également applicable lors de la remise en route de la fourniture de chaleur en début de saison.

Tout changement d'ABONNE ou toute modification de sa situation juridique rend immédiatement exigible le montant des factures provisoires et de la facture définitive même non encore échus.

3. Réduction de la facturation

Les réductions de facturation sont arrêtées par le CONCEDANT et notifiées au CONCESSIONNAIRE ainsi qu'aux ABONNES concernés pour application sur la facture suivante.

Les retards, interruption et/ou insuffisance de fourniture d'énergie sont définis à l'article 4 du présent règlement de service.

Pour le chauffage :

- S'agissant des redevances proportionnelles (R 1) à l'énergie, la facturation étant fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence de fourniture.
- Pour ce qui concerne les redevances fixes (R 2) ou abonnements, toute journée entamée de retard ou d'interruption du chauffage diminue forfaitairement d'une journée, la durée de la période effective de chauffage, pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption et se traduit par une réduction prorata temporis des parties fixes des abonnements (R 2) :

$$\text{Réduction} = R 2 \times P s \times D j / D s$$

avec les facteurs suivants :

- R 2, redevance annuelle (valeur à la date de l'interruption) ;
- P s, puissance souscrite par l'ABONNE ayant subi le retard ou l'interruption ;
- D j, durée en jours du retard ou de l'interruption ;
- D s, durée en jours de la saison théorique.

À défaut d'indication contraire dans la police d'abonnement, la durée de la saison est fixée forfaitairement à *250 jours* (ce qui correspond à une réduction par défaut de 1 / 250 par jour).

Pour l'eau chaude sanitaire :

Chaque degré Celsius diminue forfaitairement de 2 p. 100 la consommation d'eau sanitaire servant de base à la facturation du réchauffage de l'eau chaude sanitaire pendant la période d'insuffisance.

La facturation de l'eau froide dans le cas de la production centralisée reste inchangée.

En cas d'interruption de fourniture, les lectures de la consommation d'eau sanitaire sont annulées.

En cas d'insuffisance, la réduction opérée est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée (soit par défaut 1 / 500).

ARTICLE 22 – CONDITIONS DE PAIEMENT DES FRAIS DE RACCORDEMENT

Les frais de raccordement, coût du branchement, sont exigibles auprès des ABONNES dans les mêmes conditions que les sommes dues au titre de la fourniture d'énergie calorifique.

Toutefois, les ABONNES peuvent demander à régler les sommes dues en trois échéances annuelles égales, la première étant réglée comme indiqué ci-dessus. Les deux autres sont assorties d'intérêts calculés au taux moyen du marché monétaire du mois précédent majoré de deux points (EONIA + 2).

À défaut de paiement des sommes dues, le service peut être suspendu un (1) mois après une mise en demeure par lettre recommandée ; En outre, l'abonnement peut être résilié à l'expiration de l'exercice en cours dans les conditions.

ARTICLE 23 – FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'ABONNE.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 24 – DATE D'APPLICATION

Le présent règlement entre en vigueur à dater de son adoption par le Conseil Municipal de la Ville d'Auxerre, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 25 – MODIFICATION DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Conseil Municipal de la Ville d'Auxerre et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'à condition d'avoir été portées à la connaissance des ABONNES (par exemple, à l'occasion de l'expédition d'une facture).

ARTICLE 26 – CLAUSES D'EXECUTION

Le Maire, les agents du CONCESSIONNAIRE habilités à cet effet et le Receveur municipal, en tant que de besoin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Annexé à la convention de délégation de service public de chauffage urbain approuvée par délibération en date du

Délibéré et voté par le Conseil Municipal d'Auxerre dans sa séance du

Le Maire